

## Gentil, gentil minou – méchant matou

Stephan Rupp, Einsiedeln

Übersetzung: Franziska Engler Gigon, Montreux

Les mélodies bienveillantes à l'égard des médecins de premier recours émis par les politiciens helvétiques suite à la manifestation réussie du 1<sup>er</sup> août sonnent encore dans nos oreilles. Nous avons presque cru avoir trouvé de la reconnaissance pour notre travail, avoir perdu l'image du vilain garçon qui ne sert à rien et génère des coûts. Nous avons presque osé penser que nous sommes acceptés comme partenaire reconnu dans les processus décisionnels politiques nous concernant directement. Nous, les médecins de premier recours avons reçu beaucoup de sympathie de tous les côtés. Ah, c'était bien agréable, n'est-ce pas?

Malheureusement le «gentil minou» est redevenu le «méchant matou». Après un peu de carottes, retour au bâton! L'effet de notre marche sur la place fédérale s'est évaporé, retournons aux bonnes vieilles habitudes. Nous n'avons pas réussi à conserver l'ambiance positive que nous avons générée. Au coup de tambour n'ont suivi que de faibles sons de flûte à peine audibles. Les politiciens l'ont remarqué et mettent les médecins de premier recours à nouveau sous pression. Vous voulez des exemples? Avec plaisir:

Dans un quelconque bureau administratif fédéral un fonctionnaire a eu l'idée qu'on pourrait diminuer les marges de distribution des médicaments. Or, cette marge avait été pris en compte lors des négociations tarifaires du Tarmed et considérée comme part de revenu dans les cantons à dispensation médicale, ce qui a amené à des valeurs de points plus faibles. Il est évident qu'une diminution des marges sur les médicaments devrait amener à une augmentation de la valeur du point Tarmed dans les cantons avec dispensation médicale. Or, ce genre d'adaptation doit être négocié entre santé-suisse et les sociétés médicales cantonales. On peut raisonnablement avoir des doutes sur la volonté de santé-suisse de venir à l'aide et compenser les pertes de gain via la valeur du point. Un soutien de Berne fédérale ou même de Monsieur Prix paraît aussi

peu probable. Personne ne veut se salir les mains, et le revenu des médecins de premier recours continuera de chuter.

Les tarifs de laboratoire sont un autre sujet d'actualité permanente. Selon les décideurs de Berne, il existe encore de la marge de manœuvre – vers le bas, bien sûr. Notre opposition va-t-elle porter des fruits? Il y a longtemps que nous ne sommes plus considérés comme partenaires dans le système de santé, juste réduits à un facteur de coûts.

Un autre fonctionnaire fédéral s'est mis dans la tête qu'il est bien trop facile et bon marché de stériliser des instruments dans un cabinet médical. Sous le chapeau «sécurité des patients», une procédure de consultation a été mise en circulation qui, si elle passe, rend la stérilisation au cabinet quasiment impossible, que ce soit du point de vue pratique ou économique. Ces critères seront-ils valables pour les médecins uniquement? Est-ce que les fonctionnaires fédéraux y consacreront quelques-unes de leurs pensées? Il faudrait une salle individuelle pour la stérilisation, avec des divisions séparées, du personnel réservé à cette tâche, les objets à stériliser devraient être documentés et photographiés avant chaque stérilisation, etc...

Les problèmes liés à la carte d'assurance ont déjà été mentionnés de maintes fois. La FMH a présenté un argumentaire qui démontre clairement que les renseignements médicaux ne doivent pas être mémorisés sur cette carte. Il ne s'agit pas seulement des coûts mais aussi de la responsabilité de celui qui change les données sur la carte. Les retours des personnes actives dans le projet font craindre qu'il n'y ait aucune prise en considération de ces arguments.

En dernier une anecdote, qui souligne le rôle insignifiant du médecin de premier recours dans son cabinet. Une procédure de consultation a été mise en circulation concernant les nouvelles exigences pour la profession d'assistantes médicales, en

allemand «medizinische Praxisassistentin (MPA)». Il a été proposé d'éliminer une partie de la dénomination professionnelle dans sa version allemande. Devinez lequel? Exact: Praxis, en français cabinet. Mieux vaut donc taire le mot «Praxis» pour une profession du futur...

Quelles sont les conséquences de l'histoire? Il y en a plusieurs. Nous courons toujours derrière les faits au lieu d'être actif dans les projets du futur. Nous sommes des égoïstes. Tant que ce sont les autres qui doivent trimmer, tout va bien. Nos relations publiques sont insuffisantes. Nous ne sommes pas capables de créer et maintenir de la pression politique. Nous ne nous défendons pas, acceptons notre sort. Peut-être râlon-nous un peu, mais pas trop fort, juste quelques collègues peuvent nous entendre. Nous déléguons quelques légionnaires, des collègues intéressés aux questions politiques, afin qu'ils nous arrangent les choses. Et cela sera bien sûr de leur faute, si les choses évoluent différemment que planifiés au départ. Mais retrouver soi-même les manches et se battre, mais non, c'est bien trop fatigant et l'on pourrait se salir les mains, berk...

De méchantes paroles? Exact. Malheureusement je crains avoir raison. Vous savez, j'aimerais beaucoup, beaucoup me faire convaincre du contraire, alors je vous ferais mes excuses.